



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en,3390>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1156 - août-septembre 2014 -

Date de mise en ligne : jeudi 11 décembre 2014

Date de parution : août 2014

Description :

Jean-Pierre Mon rapporte que l'affirmation, répétée partout, selon laquelle la croissance crée des emplois, est enfin dénoncée, et par un témoin objectif.

Et il constate que l'idée d'un revenu universel progresse au Québec et en Suisse...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Hors des sentiers battus

« Il faut de la croissance pour créer des emplois ». Cette rengaine nous est assénée tous les jours par la plupart des économistes, par les journalistes, par les politiques. Et voici enfin une exception ! C'est celle de G. Bonnenfant, dans un article intitulé *Croissance et emploi ne sont plus liés*. Sortons des représentations issues du passé [1]. D'abord, il s'interroge : qu'est-ce que la croissance ? « C'est un indicateur, une mesure, rien d'autre, ... la croissance ne crée rien, elle constate a posteriori. De même que le thermomètre en hausse ne crée pas la fièvre, la croissance ne crée aucun facteur économique et en particulier, elle ne crée pas d'emploi ». Bonnenfant explique que la croissance donne la variation du PIB, indicateur dont, depuis plusieurs années, on doute de la pertinence pour mesurer la création réelle de richesse et a fortiori d'emploi. Et pourtant, on continue allègrement de croire à la corrélation entre la courbe du PIB et celle de l'emploi. C'était vrai, dit-il, jusqu'à la fin des "trente glorieuses". Mais il n'y a maintenant aucun lien de causalité, ni même de corrélation, entre croissance et emploi. L'exemple le plus frappant est celui du secteur agricole : entre 1914 et aujourd'hui, la croissance du PIB français dans la production agricole a été gigantesque, tandis que la population active y baissait de 39% à 2%.

L'objection que l'on oppose habituellement à ce raisonnement est que, globalement, les actifs d'un secteur passent dans un autre secteur (de l'agriculture à l'industrie, au bâtiment, au tertiaire). « Mais, fait remarquer Bonnenfant, le même phénomène de destruction d'emplois s'est répété malgré la croissance, et pour des raisons analogues, qui se sont, de plus, accélérées et amplifiées dans les dernières décennies en raison de la mécanisation, puis de l'automatisation et de l'informatisation ».

Le constat est sans appel : « aujourd'hui, non seulement la croissance ne crée pas d'emploi, non seulement elle n'est plus corrélée à l'emploi, mais la recherche de croissance peut même être contre-productive vis à vis de l'emploi ». Gilles Bonnenfant donne un exemple de cette « absurdité logique », qu'il a trouvée récemment dans la presse : « la France est une championne dans la robotique. Il vaudrait mieux miser sur ce secteur pour alimenter la croissance. Et avec des robots, on pourrait supprimer plein d'emplois dans l'aide à la personne ».

Il conclut : « au lieu de promouvoir des politiques pour la croissance, posons-nous plutôt systématiquement la question du solde net d'emplois prévisible en fonction de telle ou telle politique ».

J'allais oublier de préciser que M. Bonnenfant n'est pas un dangereux gauchiste, ni un rêveur écologiste, mais bel et bien le président d'un grand groupe de conseil européen, indépendant, qui existe depuis une trentaine d'années, et qui a pour clients de grandes entreprises industrielles dont 30% sont cotées au CAC 40 !

« La voie de l'avenir »

Nous évoquons souvent dans ces colonnes le réseau BIEN (Basic Income Earth Network = Réseau Mondial pour un Revenu de Base), dont nous avons contribué à la fondation en 1986. Cette association internationale a tenu son 15^{ème} congrès à l'Université Mc Gill de Montréal du 27 au 29 juin, réunissant quelque 200 participants. Toute la presse québécoise en a fait largement écho. Nos amis montréalais Colette et Claude Mélançon, distributistes de longue date, nous ont fait parvenir le texte de l'interview accordée à cette occasion au quotidien *Le Devoir* [2] par François Blais, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec. M. Blais pense que « la proposition d'imposer un revenu minimum garanti (RMG) est probablement l'idée la plus radicale des cinquante dernières années en matière de gestion des finances ». Il reprend là ce qui a été son cheval de bataille [3] pendant de

nombreuses années lorsqu'il était Professeur de philosophie à l'Université Laval de Québec.

François Blais a bien pris soin de préciser au journaliste qu'il n'avait aucune annonce officielle à faire à ce sujet, mais demeurait convaincu que l'implantation d'une allocation financière universelle devrait être envisagée au cours des prochaines années. Il compte mettre le sujet sur la table lorsque la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise, qui vient d'être mise en place, examinera les dépenses de l'État.

Ces déclarations du ministre de la Solidarité sociale a renforcé les convictions des militants du Réseau canadien pour le revenu garanti dont le porte-parole québécois a déclaré : « Même si on sait que le ministre n'a pas l'intention de mettre cette réforme en place, le fait qu'il puisse parler du RMG sans contrainte, c'est déjà un bon pas pour mieux comprendre ce concept qui est encore mal compris du public ».

Comme le fait remarquer le journaliste du Devoir : « tant le gouvernement que les syndicats et les contribuables ont peine à imaginer qu'une allocation financière serait offerte à tous les Québécois sans exception. Imaginez-vous recevoir 1.000 dollars chaque mois, par exemple, et ce, peu importe que vous gagniez 20.000, 200.000 ou 2 millions de dollars en salaire ? En contrepartie certains programmes sociaux seraient abolis et les plus nantis seraient imposés en conséquence ».

Le montant du RMG est une question fort débattue au Québec, comme dans d'autres pays. Et en Suisse un référendum va être organisé sur l'instauration d'un RMG de 2.500 francs suisses par mois.

[1] Le Monde 11/7/2014

[2] Le revenu garanti est la voie de l'avenir, dans Le Devoir, 30/06/2014.

[3] Ending Poverty : a basic income for all Canadians, éd. James Lorimer & amp Company, 2002.